

DEKRA Industrial SAS
ACT CTC BRETAGNE
241 rue du Général Paulet
CS 62845
29200 BREST
Tel : 02.99.86.72.11

Maître d'ouvrage :
COMMUNE DE LOCMARIAQUER - MAIRIE
Place de La Mairie
56740 LOCMARIAQUER



Travaux accueil et restaurant Camping

Ouvrage(s) : | restaurant

Rapport Initial de Contrôle Technique en phase Projet

Annule et remplace le rapport n° 54306805/3 du 26/02/2026

Maître d'Ouvrage :	COMMUNE DE LOCMARIAQUER - MAIRIE Place de La Mairie 56740 LOCMARIAQUER
Mission concernée :	Hand, L*, LE, SEI*
Nature des travaux :	Travaux de rénovation avec extension

Etabli par :

JEAN MARIE CELLIER

JEAN JACQUES PARISE



Validé par :

JEAN JACQUES PARISE

Ingénieur généraliste



Référence : **54306805/4**

Nombre de pages : 28

Date : 3 mars 2026



SOMMAIRE

1	DONNÉES GÉNÉRALES	3
1.1	OBJET DU RAPPORT	3
1.2	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS	3
1.3	DESCRIPTION DE L'OPÉRATION	4
1.4	ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT	5
1.5	AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS	6
1.6	CLASSEMENT	6
1.7	FORMULATION DES AVIS	7
1.8	LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS	8
2	AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ.....	10
2.1	RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS	10
2.2	ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE.....	11
2.3	RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 2ième GROUPE	15
2.4	ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES	21
2.5	INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET ÉCLAIRAGE DANS UN ERP 2ième GROUPE	26



1 DONNÉES GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport a été établi par DEKRA Industrial dans le cadre de la mission Hand + L + LE + SEI de contrôle technique de construction qui lui a été confiée par le maître de l'ouvrage.

Ce rapport rend compte des avis et observations formulés à l'issue de l'examen des documents de conception qui lui ont été fournis.

Lorsque ces documents sont destinés à la consultation des entreprises, il constitue tout ou partie du Rapport Initial de Contrôle Technique tel que prévu à l'article 4.2 de la norme NF P 03 100. La diffusion du présent rapport « in extenso » aux entreprises consultées ou retenues pour la réalisation des travaux est à la charge du maître de l'ouvrage.

1.2 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

DONNEUR D'ORDRE

COMMUNE DE LOCMARIAQUER - MAIRIE
Place de La Mairie
56740 LOCMARIAQUER

MAITRE D'OUVRAGE

COMMUNE DE LOCMARIAQUER - MAIRIE
Place de La Mairie
56740 LOCMARIAQUER

MAITRE D'ŒUVRE

LUNVEN ARCHITECTURE
AMENAGEMENT
14 rue Gertrude Bell
56000 VANNES



1.3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

- **Adresse du chantier :** 10 rue Henri Ezan
56740 LOCMARIAQUER
- **Nature et objet des travaux :**

Résumé du programme de travaux

Travaux de démolition, de rénovation et d'extension de l'accueil et du restaurant du camping de la Falaise

Description du site

Zone inondable : non

Présence d'avoisinant : non

Intervention dans l'existant : oui

Référence de l'étude géotechnique : Etude G2AVP GINGER CEBTP OVA2.PE010
Les fondations préconisées par le géotechnicien sont de type : Fondation superficielle

Description des bâtiments

restaurant

Etablissement à simple rez-de-chaussée
Nature des locaux principaux : Restaurant

- **Caractéristiques des ouvrages :**

restaurant

Nature des fondations superficielles : Semelle filante; Semelle isolée
Nature du plancher bas : Dallage sur terre-plein

Conditions d'accessibilité et desserte :

Par la voir communale

Description et isolement par rapport aux tiers :

Disposition non modifiée



➤ Classement des locaux

Locaux à risques particuliers :

Incendie	Rangements Cuisine (P > 20 kW)
Explosion	Sans objet
Choc électrique	sans objet

Installations classées :

Néant

1.4 ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT

Les avis que nous exprimons dans ce rapport, le sont pour un ouvrage achevé. Ces avis sont émis pour répondre, dans un cadre normatif ou réglementaire, au projet du maître d'ouvrage.

En l'état actuel du projet, les documents sur lesquels nous nous sommes prononcés correspondent : à des choix de principes constructifs, des mises au point techniques et études préalables à l'émission de documents d'exécution complets et précis.

Avant toute réalisation de partie d'ouvrage, il devra nous être communiqué l'étude d'exécution complète du lot à réaliser, avec toutes les justifications d'usages ou réglementaires. Préalablement le dossier d'exécution aura reçu l'approbation du maître d'œuvre, conformément à la norme NF P 03-100.

Pour nous prononcer valablement sur une étude d'exécution caractérisant l'ouvrage achevé, il est indispensable que l'ensemble des documents définissant la totalité des parties d'ouvrages à réaliser pour le lot concerné nous soit communiqué, conformément à la Norme NF P 03-100.

Les études d'adaptations en cours de travaux (documents indicés successivement), ne seront examinées qu'à titres exceptionnels et justifiés, en effet nos avis émis en cours d'exécution, concernent uniquement en phase réalisation des projets complets et parfaitement aboutis en phase conception.

Dans le cas où, pour des raisons diverses, le mode constructif ou bien le choix de la technique à mettre en œuvre initialement étudié en phase conception changent, nous proposerons au maître d'ouvrage, un avenant à notre mission initiale.

➤ Limites d'intervention sur existants :

Nota: Les diagnostics parasites du bois, les repérages amiante et les diagnostics plomb avant travaux ne relèvent pas des prestations de contrôle technique construction, tel que défini par la loi du 4 janvier 1978 (modifiée par ordonnance du 8 juin 2005).

Il est de la responsabilité du maître d'ouvrage de les diligenter avant le démarrage des travaux.



1.5 AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS

➤ Prescriptions du Permis de Construire ou de l'autorisation de travaux

Les avis des Services Administratifs concernés et notamment ceux de la Commission de Sécurité compétente doivent être impérativement pris en compte .

Les prescriptions particulières annexées au Permis de construire ou à l'autorisation de travaux (avis en date du : 22/09/2025) n'ont donné lieu à aucune mesure en atténuation ou en aggravation.

1.6 CLASSEMENT

restaurant

Etablissement recevant du public :

Catégorie : 5

Type(s) et / ou activité(s) principale(s) : L - Salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles, ou usages multiples; N - Restaurants et débits de boissons

Le plancher bas du niveau le plus haut accessible au public se situe à moins de 8 m du niveau d'accès des services de secours.

Présence de locaux à sommeil : non

Etablissement pénitentiaire : non

Cloisonnement de type : Traditionnel

Classement incendie :

Source de classement : Permis de construire

Date de l'avis des autorités compétentes : 22/09/2025

Effectifs : Total = 187

Désignation ou niveaux	Mode de calcul	Public	Personnel	Cumul
RDC	DMO	168	19	187

Travaux réalisés avec autorisation (PC, AT, ...) : oui

Date de dépôt (PC,AT,...) : 22/01/2026

Référence de l'autorisation : PC 56116 25 T0032

Classement vis-à-vis de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite :

Etablissement recevant du public situé dans un cadre bâti existant.

Etablissement recevant des travailleurs situé dans un cadre bâti existant.



1.7 FORMULATION DES AVIS

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

- **F : avis favorable**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception sont satisfaisantes. L'avis de principe est formulé sur la base des documents communiqués, sa portée est conditionnée par le degré de précision de ces documents.
- **S : avis suspendu**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. Les éléments d'information fournis sont insuffisants pour émettre un avis favorable sur les principes indiqués dans les documents communiqués, il y aura donc lieu d'apporter à DEKRA Industrial les compléments d'information nécessaires, faute de quoi notre avis devra être considéré comme défavorable.
- **D : avis défavorable**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.
Il peut s'agir par exemple d'une disposition non conforme par rapport aux dispositions réglementaires ou aux règles de l'art, ou d'un risque aggravé de sinistralité.
- **SO : sans objet ou non applicable**
Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné.
- **PM : pour mémoire**
La disposition concernée ne donne pas lieu à formulation d'un avis dans le cadre du document fourni au maître d'ouvrage : il s'agit en général d'une définition ou d'un rappel.
- **HM : hors mission**
La rubrique ou partie de rubrique concernée ne fait pas partie de notre mission. DEKRA Industrial attire l'attention du Maître d'ouvrage et des constructeurs sur ce point.
- **AC : autorités compétentes**
Les dispositions concernées nécessitent l'accord des autorités compétentes.
- **RS : rapport spécifique**
La disposition concernée est analysée dans un autre document.

La responsabilité de DEKRA Industrial ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.

Les constructeurs seront donc particulièrement attentifs à diffuser leurs documents d'exécution et justificatifs ainsi qu'à prendre en compte les modifications ou dispositions complémentaires que nos avis pourraient révéler nécessaires.

Les résultats des auto-contrôles menés par les constructeurs concernant l'exécution de l'ensemble des ouvrages des différents corps d'état seront à nous transmettre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.



1.8 LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

DOCUMENTS	INDICE
00 - PRO - Plans EXISTANT DEMOLITION	
00 - PRO - Plans EXISTANT DEMOLITION	
01 - PRO - Plans PHASE 1	
01 - PRO - Plans PHASE 1	
01 PRO - Plans EXISTANT DEMOLITION	
02 - PRO - Plans PHASE 2	
02 - PRO - Plans PHASE 2	
02 PRO - Plans PROJET	
25-086 PRO SEBA plan n° CO-1	
25-086 PRO SEBA plan n° CO-1 ind B	
ACCESSIBILITE Plan RDC _ Phase 1 et 2	
ACCESSIBILITE Plan RDC _ Phase 1 et 2	
C25014 PLAN TOPOGRAPHIQUE	
C25014 PLAN TOPOGRAPHIQUE	
Cadre de suspension pour dalle LED	
CCTP - Camping La Falaise	
CCTP - PHASE 1 Rénovation accueil et restaurant	
CCTP - PHASE 1 Rénovation accueil et restaurant	
CCTP - PHASE 2 Salle de repli	
CCTP - PHASE 2 Salle de repli	
CCTP-DCE-Ph1-Lot12-Plomberie-sanitaire-ventilation-V1a	
CCTP-DCE-Ph1-Lot13-Electricité-CFO-CFA-chauffage-V1a	
CCTP-DCE-Ph1-Lot19-capteurs-PV-V1a	
CCTP-DCE-Ph2-Lot-12-Ventilation-PAC-V1a	
CCTP-DCE-Ph2-Lot-13-Electricité-CFO-CFA-V1a	
CCTP-DCE-Ph2-Lot19-capteurs-PV-V1a	
CCTP-PRO-Lot-12-Plomberie-sanitaire-ventilation-V1a	
CCTP-PRO-Lot-13-Electricité-CFO-CFA-chauffage-V1a	
CCTP-PRO-Lot19-capteurs-PV-V1a	
CCTP-PRO-Ph1-Lot-12-Plomberie-sanitaire-ventilation-V1b	
CCTP-PRO-Ph1-Lot-13-Electricité-CFO-CFA-chauffage-V1b	



DOCUMENTS	INDICE
CCTP-PRO-Ph1-Lot19-capteurs-PV-V1b	
CCTP-PRO-Ph2-Lot-12-Ventilation-PAC-V1b	
CCTP-PRO-Ph2-Lot-13-Electricité-CFO-CFA-V1b	
CCTP-PRO-Ph2-Lot19-capteurs-PV-V1b	
Couverture - Ondarock-T	
Dalles LED	
Dalles plaf. Rockfon cleanspace pure	
Dalles plaf. Rockfon ekla	
Double-flux-dec25	
Eclairage-Circulations	
Eclairage-Cuisine-Locaux-techniques	
Eclairage-Extérieur-PMR-livraison	
Etanchéité_Ventelia_toit_terrasse	
Etude de sol - R AVP_OVA2.PE010	
Etude de sol - R AVP_OVA2.PE010	
Hublots	
Notice Natura 2000 (2025 07 31)	
Panneaux acoust. Akusto Wall A	
Plans-fluides-DCE-Ph1-V1a	
Plans-fluides-DCE-Ph2-V1a	
Plans-fluides-PRO-Ph1-V1b	
Plans-fluides-PRO-Ph2-V1b	
Plans-fluides-PRO-V1a	
Spots-bar	
Supports de projecteurs sur rails	



2 AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ

2.1 RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS

N°	POINTS EXAMINÉS	COMMENTAIRES	AVIS
RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 2ième GROUPE			
Arrêté du 25 Juin 1980 livre 1 et arrêté du 22 Juin 1990 modifiés -Etablissement de 5 ième catégorie			
1	Article PE 27 Alarme, alerte, consignes	A définir sur plan, mais le descriptif ne prévoit pas à notre avis assez de DM. Absence de DM par exemple au niveau de l'IS d'1 UP du restaurant	S
INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET ÉCLAIRAGE DANS UN ERP 2ième GROUPE			
Risques électriques : Code du travail (articles R.4215-3 à R.4215-17)			
2	R.4215-6 Choix et protection des matériels contre les surintensités	Fournir une note de calcul validant les caractéristiques de l'appareillage électrique mis en oeuvre dans les tableaux électriques. En l'absence, nous ne pouvons nous prononcer quant à l'adéquation de l'appareillage. Fournir les schémas électriques pour validation.	S
3	R.4215-11 Choix et installation des matériels	Fournir les plans d'implantation phase "EXE" pour validation. Attention aux IP IK dans la cuisine (hauteur des PC). Fournir le dossier technique photovoltaïque pour validation (les micros onduleurs devront être conforme à NFC15712).	S



2.2 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

Analyse par ouvrages et éléments d'équipements

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<p><i>SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS INDISSOCIABLES</i></p> <p>Définition générale suivant la norme NF P 03-100</p> <p>Obligation des acteurs de l'acte de construire</p>	<p>Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission de base L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.</p> <p>Cette mission de base peut, suivant demande du Maître d'Ouvrage, être complétée par une ou des missions complémentaires relatives à la solidité.</p> <p>Suivant le Code de la construction et de l'Habitation, le contrôleur technique doit s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil (architecte, BET, entreprises,...) s'effectuent de manière satisfaisante.</p> <p>A ce titre, il est rappelé que les entreprises soumissionnaires doivent présenter dans leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">1 - L'identification du responsable des vérifications techniques.2 - Les procédures de vérifications de la validité des documents techniques établis.3 - Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.4 - La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc...).	<p>PM</p> <p>PM</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Expression des avis sur l'ouvrage	Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis sur l'ouvrage, ou sur des parties d'ouvrage, plutôt que sur des produits isolés. L'appréciation éventuelle portée par le contrôleur technique sur le choix, par le prescripteur, d'un matériau ou d'une fourniture, n'est formulée qu'au regard de la capacité supposée de ce produit à conférer à l'ouvrage les caractéristiques requises. Le prescripteur reste bien sur libre de proposer tout produit similaire bénéficiant de justificatifs techniques équivalents, et ne remettant pas en cause les caractéristiques requises de l'ouvrage. Pour rappel des spécifications communes aux DTU, lorsqu'un DTU demande la mise en oeuvre de produits ou procédés couverts par un avis technique du CSTB, ou un DTA, ou une certification de produit, l'entreprise ne peut proposer de produits variants bénéficiant d'autres modes de preuve, attestés par organismes accrédités ou assimilés, en vigueur dans d'autres pays de l'espace économique européen, que si elle est en mesure d'apporter au maître d'ouvrage tous les éléments de preuve nécessaires à l'appréciation de l'équivalence (au moins un mois avant tout acte constituant un début d'approvisionnement). Il appartient alors au maître d'ouvrage d'accepter ou de refuser l'équivalence du produit proposé.	PM
CONCEPTION D'ENSEMBLE		
Géologie, stabilité du site	Etude géotechnique G2 AVP de Ginger du 26/03/2025	F
Hypothèses de calcul - Référentiels utilisés; Charges particulières définies par le Maître d'Ouvrage	rugosité 0 dans le cahier des charges	F
FONDATIONS / INFRASTRUCTURES / SOUTÈNEMENTS / DALLAGES / EAUX SOUTERRAINES		
Analyse de l'étude de sol		F
Protection du bâtiment contre les termites		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Fondations superficielles (semelles filantes ou isolées)		F
Dallage		F
CLOS COUVERT		
Parois extérieures		F
Revêtements extérieurs		F
ETICS		
Bardages	La protection contre la corrosion des tôles d'acier galvanisées prélaquées devra répondre à la catégorie V conformément au DTU 40.35.	F
Menuiseries extérieures		F
Toiture béton avec revêtement d'étanchéité		F
Toiture bac acier avec revêtement d'étanchéité		F
Couverture		
Couvertures en plaques métalliques	La protection contre la corrosion des tôles d'acier galvanisées prélaquées devra répondre à la catégorie V conformément au DTU 40.35.	F
Procédés photovoltaïques	Afin de se prémunir des problèmes d'étanchéité de de dysfonctionnement électrique pour les panneaux photovoltaïque, la mise en oeuvre de procédés sous Avis Technique du GS 21 placés sur la liste Verte de la C2P est fortement recommandée. Par ailleurs, nous attirons l'attention sur la nécessité d'obtenir des accords du fabricant titulaire de l'avis technique au regard de l'exposition à l'air salin du projet.	F
ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS		HM



Analyse par missions

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>SOLIDITE DES EXISTANTS</i>		
Définition générale de la mission	Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.	PM
<i>COMPATIBILITE DU PROGRAMME DE TRAVAUX AVEC L'ETAT DES EXISTANTS</i>		
Examen du programme de travaux en lien avec l'état des existants.		F



2.3 RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 2ième GROUPE

Arrêté du 25 Juin 1980 livre 1 et arrêté du 22 Juin 1990 modifiés -Etablissement de 5
ième catégorie

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>Livre 1 DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC</p> <p><i>Chapitre 1</i> <i>CHAPITRE UNIQUE</i></p> <p>Section 01 Classement des établissements</p> <p>Article GN 1 Classement des établissements</p> <p>Section 02 Adaptation des règles de sécurité et cas particuliers d'application du règlement</p> <p>Section 03 Contrôles des établissements</p> <p>Article GN 11 Notification des décisions</p> <p>Section 04 Travaux</p> <p>Article GN 13 Travaux dangereux</p>	<p>Concerne l'exploitant des locaux</p>	<p>F</p> <p>SO</p> <p>PM</p> <p>PM</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Section 05 Normalisation		
Article GN 14 Conformité aux normes essais de laboratoires		PM
Livre 3 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ETABLISSEMENTS DE 5EME CATEGORIE		
<i>Chapitre 1</i>		
Article PE 1 Objet - textes applicables		PM
Article PE 2 Établissements assujettis		PM
Article PE 3 Calcul de l'effectif		PM
<i>Chapitre 2</i> <i>Règles techniques</i>		
Section 1 Construction, dégagements et gaines		
Article PE 5 Structures, patios et puits de lumière		F
Article PE 6 Isolement - parc de stationnement		F
Article PE 7 Accès de secours		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article PE 11 Dégagements		F
Section 3 Désenfumage		SO
Section 4 Installations d'appareils de cuisson destinés à la restauration		
Article PE 16 Grandes cuisines		F
Section 5 Chauffage, ventilation		
Article PE 22 Traitement d'air et ventilation		F
Article PE 23 Installation de ventilation mécanique contrôlée		F
Section 6 Installations électriques		
Article PE 24 Éclairage, signalisation		F
Section 7 Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants		SO
Section 8 Moyens de secours		
Article PE 27 Alarme, alerte, consignes	A définir sur plan, mais le descriptif ne prévoit pas à notre avis assez de DM. Absence de DM par exemple au niveau de l'IS d'1 UP du restaurant	S



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p><i>Chapitre 3</i> <i>Règles complémentaires pour les établissements comportant des locaux réservés au sommeil</i></p> <p><i>Chapitre 4</i> <i>Règles spécifiques aux hôtels</i></p> <p>Section 1 Prescriptions applicables aux établissements à construire ou à modifier</p> <p>Article PO 1 Généralités</p> <p>Article PO 7 Formation du personnel en sécurité incendie</p> <p>Section 2 Prescriptions applicables aux établissements existants</p> <p><u>Article PO 12</u> <u>Formation du personnel en sécurité incendie</u></p> <p><i>Chapitre 5</i> <i>Règles spécifiques aux établissements de soins</i></p> <p>Article PU 1 Généralités</p>	<p>A la charge de l'exploitant</p> <p>A la charge de l'exploitant</p>	<p>SO</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p>



ERP 5 ième catégorie - Arrêté du 25 Juin 1980 Articles AM

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>Chapitre 3 AMENAGEMENTS INTERIEURS, DECORATION ET MOBILIER</p>		
<p>Article AM 1 Généralités</p>		PM
<p>Section 1 Produits et matériaux de parois</p>		
<p>Article AM 2 Produits et matériaux de parois</p>		PM
<p>Article AM 4 Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux</p>		
<p>§2 lambris et panneaux à base de bois</p>	<p>L'habillage en panneaux OSB de la salle de restauration devra justifier du respect de l'article AM4 :</p> <p><i>les lambris en bois massifs sans systèmes de revêtements et les panneaux à base de bois classés D-s2, d0 peuvent être posés sur tasseaux de bois, avec remplissage de la cavité par un produit ou matériau classé A2-s2, d0 dans les deux cas suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- le plafond est classé B-s3, d0 ou en catégorie M1 ; les lambris et les panneaux peuvent alors couvrir l'ensemble des parois verticales ;- les éléments porteurs en bois ou en dérivés du bois du plafond, d'une largeur minimale de 45 mm, sont disposés avec un écartement bord à bord supérieur ou égal à 30 cm ; les lambris et les panneaux peuvent alors couvrir au maximum 50 % de la surface des parois verticales.	F
<p>Article AM 5 Plafonds des dégagements non protégés et des locaux</p>		
<p>§1 plafonds</p>	Voir avis ci-dessus	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article AM 7 Sols des dégagements non protégés et des locaux		F
Article AM 8 Produits d'isolation		F
Section 4 Gros mobilier, agencement principal, planchers légers surélevés		
Article AM 16 Gros mobilier, agencement principal	La pergola du bar, devra justifié d'une réaction au feu M3.	F
Section 5 Eléments à vocation décorative		
Article AM 19 Arbres de Noël et décorations florales		PM



2.4 ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES

CCH et arrêté du 20 avril 2017 - Accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement

POINTS EXAMINÉS	OBSERVATIONS	Avis
Code de la Construction et de l'Habitation, titre VI, chapitre II, section 3	Dispositions applicables lors de la construction ou de la création d'établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public.	PM
Art. R. 162-8 à R. 162-9 DOMAINE D'APPLICATION	Il donne les caractéristiques à respecter pour les établissements recevant du public (ERP) et les installations ouvertes au public (IOP) lors de leur construction ou leur aménagement. Les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public ainsi que leurs abords doivent être accessibles aux personnes handicapées quel que soit leur handicap.	PM
ARTICLES 2 à 20 DE L'ARRETE DU 20 AVRIL 2017		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
GENERALITES	<p>Les obligations définies ci-dessous, sont à respecter afin d'assurer l'accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ainsi que leurs abords.</p> <p>Il est à noter que certains points de la réglementation, visant notamment les handicaps sensoriels, ne font pas encore l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis correspondants portés au présent rapport sont donc établis selon l'appréciation propre du contrôleur, au vu des dispositions présentées, sans préjuger d'interprétation contraire.</p> <p>Nous attirons votre attention sur les valeurs dimensionnelles indiquées dans le présent rapport qui sont des valeurs limites : minimales (exemple: largeur de passage, etc.) ou maximales (exemple : degré des pentes, etc.). En conséquence, nous conseillons d'intégrer une tolérance à la conception pour tenir compte des aléas de la réalisation afin d'être assuré du respect de ces valeurs limites réglementaires à l'issue de l'exécution. Nous rappelons que seule la mesure sur l'ouvrage fini comptera.</p>	PM
CHEMINEMENTS EXTERIEURS		
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		
Profil en long Un palier de repos		F F
Profil en travers Largeur > = 1,40 m, hors obstacles Dévers < = 2%		F F
<u>Sécurité d'usage</u>		
Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue		F
STATIONNEMENT AUTOMOBILE		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
ACCES A L'ETABLISSEMENT OU A L'INSTALLATION	Le niveau d'accès principal au bâtiment doit être accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible.	F
ACCUEIL DU PUBLIC		
<u>Banque d'accueil et mobilier en faisant office</u>	A voir concernant la banque d'accueil existante et conservée	PM
CIRCULATIONS INTERIEURES HORIZONTALES		
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		
Profil en long Horizontal et sans ressaut (tolérances : ressaut à bords arrondis ou chanfreinés avec une hauteur ≤ 2 cm. H peut être portée à 4 cm si le ressaut comporte sur toute sa hauteur une pente $\leq 33\%$)		F
Profil en travers Largeur $\geq 1,40$ m, hors obstacles		F
CIRCULATIONS INTERIEURES VERTICALES		SO
TAPIS ROULANTS, ESCALIERS ET PLANS INCLINES MECANQUES		SO
REVETEMENTS DES SOLS, MURS ET PLAFONDS		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Respect des valeurs règlementaires de temps de réverbération et de surface équivalente de matériaux absorbants ou à défaut, aire d'absorption équivalente représentant au moins 25% de la surface au sol des espaces réservés à l'accueil, à l'attente du public et aux salles de restauration.	Les fiches techniques avec les qualités acoustiques des revêtements et éléments absorbants participant au confort phonique des espaces réservés à l'accueil, à l'attente du public et aux salles de restauration seront à nous transmettre.	F
PORTES, PORTIQUES ET SAS		
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		
Portes (locaux avec > = 100 personnes)		
Largeur > = 1,40 m (passage utile)		F
Portes (locaux avec < 100 personnes)		
Largeur > = 0,90 m (passage utile 0,83 m)		F
Portes des sanitaires et des cabines et espaces à usage individuel NON ADAPTES		
Largeur > = 0,80 m (passage utile 0,77 m)		F
Espace de manoeuvre de type porte		F
SANITAIRES		
<u>Nombre</u>		
1 cabinet d'aisances par niveau accessible (si sanitaires prévus pour le public)		F
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Espace d'usage : accessible par une personne en fauteuil roulant et situé latéralement à la cuvette et hors débattement de porte		F
Espace de manoeuvre (demi-tour) : à l'intérieur du cabinet d'aisances (à défaut à l'extérieur)		F
<u>Atteinte et usage</u>		
Le cabinet d'aisances adapté comporte :		
Lave-mains : plan supérieur à une hauteur < = 0,85 m et robinetterie ou cellule de déclenchement située à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout obstacle		F
SORTIES		
<u>Repérage</u>		F



2.5 INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET ÉCLAIRAGE DANS UN ERP 2ième GROUPE

Risques électriques : Code du travail (articles R.4215-3 à R.4215-17)

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES		
<i>INSTALLATION HAUTE TENSION R.4215-3 à R.4215-16</i>		SO
<i>INSTALLATION BASSE TENSION</i>		
R.4215-3 Protection contre les chocs électriques - Protection contre les contacts directs		F
R.4215-3 Protection contre les chocs électriques - Protection contre les contacts indirects		F
R.4215-4 Protection contre les montées en potentiel des parties actives ou des masses du fait du voisinage avec une installation d'un domaine de tension supérieur		F
R.4215-5 Protection contre les risques de brûlures et l'échauffement des matériels		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
R.4215-6 Choix et protection des matériels contre les surintensités	Fournir une note de calcul validant les caractéristiques de l'appareillage électrique mis en oeuvre dans les tableaux électriques. En l'absence, nous ne pouvons nous prononcer quant à l'adéquation de l'appareillage. Fournir les schémas électriques pour validation.	S
R.4215-7 Séparation des sources d'énergie		F
R.4215-8 Coupure d'urgence - accessibilité		F
R.4215-9 Mode de pose des canalisations		F
R.4215-10 Identification et repérage		F
R.4215-11 Choix et installation des matériels	Fournir les plans d'implantation phase "EXE" pour validation. Attention aux IP IK dans la cuisine (hauteur des PC). Fournir le dossier technique photovoltaïque pour validation (les micros onduleurs devront être conforme à NFC15712).	S
R.4215-12 Locaux ou emplacements à risques d'incendie		F
R.4215-12 Locaux ou emplacements à risques d'explosion	Fournir le Document Relatif à la Protection contre les Explosions, ou à minima, le classement des diverses zones ATEX et les caractéristiques minimales requises pour l'appareillage électrique, et ce afin de valider les dispositions mises en oeuvre dans les locaux à risque d'explosion.	SO
R.4215-13 Locaux de service électrique		F
R.4215-14 et 15 Installations conformes aux normes d'installation	Les câbles courants fort et courant faible devront être au minimum classé Cca s2,d2,a2 conformément à la nouvelle C15-100 2024 et au règlement de sécurité.	F
R.4215-16 Conformité des matériels ayant une fonction de sécurité		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
R.4215-17 Eclairage de sécurité		F